

# Éditorial

## Sur un air de déjà dit...

Les premières conclusions du rapport Benjamin Stora sur la guerre d'Algérie sont maintenant connues et personne ne s'étonnera d'y lire qu'une des demandes de l'historien « à sens unique » - comme l'ont fait remarquer nos représentants, le docteur Jean-Jacques Lion et l'historien Gérard Crespo, au cours d'un débat télévisé - était de célébrer les grandes dates de la guerre d'Algérie. Comme par hasard, toutes à la gloire du FLN, notamment celle du 19 mars, ou des malheurs de la population algérienne, tant à Paris qu'au Maghreb. En toute bonne foi, les dates des massacres des nombreux douars comme celui de Melouza, « punis » par le FLN, des tueries d'Alger du 26 mars ou d'Oran du 5 juillet, ont malencontreusement échappé à la perspicacité objective de notre historien, dont la valeur des travaux a été récompensée, en son temps par un titre d'Inspecteur général de l'Éducation nationale, au tour extérieur, c'est-à-dire par le pouvoir discrétionnaire de l'exécutif.

Le mois de mars s'est écoulé, emportant avec lui le retour de cette fâcheuse journée du 19. Certains politiciens et une fédération d'anciens combattants, auxquels vient prêter main forte, aujourd'hui, Benjamin Stora, se cramponnent à cette date comme à un intangible souvenir à commémorer. Pour des raisons essentiellement inspirées par leurs convictions politiques, ils voudraient l'imposer comme vérité unique, d'abord à tous ceux qui ont porté l'uniforme français sans distinction d'origine raciale ou confessionnelle, Français de souche ou Harkis, mais aussi aux Pieds-Noirs dans leur ensemble et enfin à la France tout entière... Pour eux, avec la bénédiction de « ces princes qui nous gouvernent » et la complicité des médias qui transforment de façon éhontée la vérité histo-

rique, le 19 mars serait la date butoir de la guerre d'Algérie, avec un avant et un après. Avant, c'était les exactions, les crimes, les enlèvements, la mort des « petits » soldats du contingent, dont les Pieds-Noirs jusqu'au boutistes, « ces pelés, ces galeux d'où venait tout le mal », portaient une lourde responsabilité ; Après, ce ne pouvait être qu'une ère de paix, d'entente harmonieuse, d'aide réciproque, comme le croyait, en se mettant le doigt dans l'œil jusqu'au coude, ou en voulant nous le faire croire, le grand étoilé de l'Elysée.

*L'Écho de l'Oranie* s'est toujours voulu apolitique et, sans que cela soit nécessaire, la chose allant de soi, on pourrait ajouter laïque, puisqu'il respecte les convictions et les croyances de chacun. Ceux qui assument la responsabilité de sa rédaction n'oublient jamais que ses lecteurs, qui ne sont pas les Pieds-Noirs et les Harkis « fanatiques et revanchards » que les médias et les politiciens « politiquement et lâchement corrects » se plaisent à décrire, mais des chrétiens, des juifs, des musulmans, voire des libres-penseurs, qui prennent plaisir, plaisir renouvelé par la régularité de notre publication, à retrouver des souvenirs, des anecdotes, des paysages, des expressions de notre terre natale, que les uns et les autres croyaient à jamais enfouis dans les abîmes du passé. Nos chercheurs, nos rédacteurs, tous bénévoles, les font remonter à la surface dans le seul souci de nous émouvoir, en rappelant ce que fut notre vie là-bas, « chez nous », avant ces événements tragiques que l'on voudrait obstinément clore au 19 mars.

Mais, au-delà de ce rappel permanent des pages heureuses ou difficiles de notre passé, *L'Écho* s'est fait un devoir, au fil de ses éditions, de rétablir sans cesse la vérité historique de notre épopée coloniale, de l'épopée héroïque des pionniers que furent nos pères, constructeurs en cent

trente deux ans d'un pays qui n'existait pas en tant que tel, ni dans son nom d'Algérie, ni dans ses structures politiques, ni dans ses infrastructures économiques. Affirmations que nos détracteurs ne peuvent nier, tant fut abondante, au temps où la liberté de parole existait réellement, la publication de centaines d'ouvrages salués comme des monuments de vérités historiques, à la gloire de l'Empire Français.

Non ! *L'Écho de l'Oranie* ne fait pas de politique et laisse ses lecteurs libres de leurs opinions. S'il en était autrement, comme notre ligne éditoriale serait facile en mêlant, à chaque numéro, notre voix au cœur de tous ceux qui clament après tout ce qui ne va pas sur l'Hexagone... et ailleurs, en ces temps de pandémie.

En revanche nous ne nous taisons jamais face à tous ceux qui affirment que « la colonisation fut un crime contre l'humanité », face à tous ceux qui portent atteinte à ce que fut notre combat civilisateur en Algérie, combat de chaque jour, mené sur tous les fronts : médecine jusque dans les bleds les plus inaccessibles, jusque dans les déserts les plus lointains, éducation au sein des douars les plus reculés, défrichement des steppes et assèchement des marécages pour une agriculture moderne, voies de communications : réseaux routiers, création et dragage des ports, rail, aérodromes, barrages et irrigation, urbanisme au cœur de cités nouvelles... Nous ne ferons jamais silence sur toutes les tromperies qui nous ont accablés, en commençant par celles d'un certain général, les erreurs volontaires, la mauvaise foi, les hypocrisies, les mensonges qui travestissent sans vergogne ce que furent nos faits et gestes là-bas, mais aussi sur toutes les atteintes, tous les coups portés à l'honneur de cette France « grande, humaine et généreuse », comme disait l'autre, oubliant qu'il la voulait « grande,

humaine et généreuse » pour certains et pas pour d'autres, à cette France des Lumières que l'on voudrait éloigner de ses valeurs judéo-chrétiennes et traîner on ne sait vers quelle repentance sur ses actions passées.

Mais, revenons à ce 19 mars que nous voudrions oublier et que d'autres n'oublient pas. Cessons de nous demander pourquoi ceux-là, qui, de leur propre aveu, ont été mobilisés contre leur gré pour venir en Algérie - « l'Algérie, c'était une aventure dont on ne voulait pas », a rappelé le chanteur - s'obstinent à vouloir souligner cette date honnie par nous. Leur obstination est normale. Elle s'inscrit dans la droite ligne de pensée de ceux qui ont volontairement oublié d'autres aventures, celle de nos anciens à Verdun et celle de leurs fils à Monte Cassino, en Provence et en Alsace. Albert Camus a écrit : « Quand mon père fut appelé sous les drapeaux, il n'avait jamais vu la France ; il la vit et fut tué ». Combien de pères de Camus, avons-nous connus dans nos familles ??? Cet oubli mettait nos détracteurs à l'abri d'une dette de reconnaissance dont ils se sont débarrassés avec soulagement et allégresse, le 19 mars. Voilà pourquoi ils n'oublient pas de commémorer cette date.

Demandons-nous plutôt pourquoi nous, nous rejetons ce repère chronologique ; Tout d'abord, on l'a dit et répété à loisir et à juste titre, nous le rejetons parce que cette date, arrêtée par les godillots, qu'un certain général pressait chaque jour au téléphone, de brader à n'importe quelle condition, ce trésor que représentaient les départements français du Maghreb, devenus un fardeau pour la politique qu'il entendait mener en France et en Europe, que cette date, donc, qui était sensée marquer la fin des hostilités en Algérie, s'est avérée nulle et non avenue, balayée par la suite des « événements ».

La guerre d'Algérie, hélas a continué, avec encore plus d'atrocités. À partir de ce jour, on a pu comptabiliser les victimes, dont le triste sort démentait la fin d'un conflit qui, à l'évidence, n'était pas terminé et, hélas, était bien loin de l'être.

Qu'on en juge plutôt, ne serait-ce que par le nombre de disparus. Entre le 1<sup>er</sup> novembre 1954 et le 19 mars 1962, 370 Français d'Algérie, ceux que l'on appelle les Pieds-Noirs, ont disparu et n'ont jamais été retrouvés. Après le 19 mars 1962, sans parler des milliers de victimes innocentes tuées, 3.490 personnes ont été enlevées ; 1.940 sont « présumées décédées », 910 ont été libérées et 640 retrouvées vivantes. Parmi les malheureux disparus, on a dénombré 430 femmes et 15 enfants. Et qu'aucun Stora ne vienne dire que nous éloignons la repentance en exagérant les chiffres. Ce sont des chiffres officiels, cités par *L'Express*, (*in Google, La vérité sur les massacres d'Oran*) media qui n'a jamais fait preuve de mansuétude à notre égard. Le Ponce Pilate élyséen pouvait se laver les mains. « Après tout, c'est leur affaire !... », aurait-il déclaré, si l'on en croit certains témoignages de son entourage. Faut-il rappeler la recrudescence des enlèvements et l'innommable massacre du 5 juillet 1962, à Oran ? Faut-il rappeler que 150.000 supplétifs, harkis et membres de leurs familles ont été massacrés, dans des circonstances atroces, égorgés, émasculés, énucléés, pendus à des crocs de boucher, lentement écrasés par des camions, découpés ou ébouillantés vifs.

Et répétons-le, que l'on ne nous dise pas que nous exagérons dans nos chiffres. À la différence de cette fédération d'anciens combattants d'Algérie, qui n'est pas à une contre-vérité près, en répétant que le 19 mars, c'est la fin de la guerre, nous, nous écrivons pour que la vérité soit rétablie. Lorsqu'ils affirment, par exemple, que nos pertes sont de 30.000 morts, âgés de 20 ans, donc sous-entendez 30.000 jeunes Français de l'Hexagone, appelés du contingent, ce qui évidemment ne peut qu'ulcérer la sensibilité des familles métropolitaines, qu'il nous soit permis de corriger, sans que cela n'enlève rien au sacrifice de ceux qui ont - inutilement hélas - donné leur vie pour garder l'Algérie à la France, et devant lequel nous nous inclinons avec respect. Il y a eu en réalité 23.196 morts. 11.915 d'entre eux étaient des appelés et 11.281, des

militaires de carrière. Précisons que tous les appelés n'étaient pas métropolitains et que les jeunes Pieds-Noirs, en uniforme, ont, eux aussi, payé un lourd tribut et font partie des statistiques...

Mais, là où la contre-vérité est encore plus flagrante, c'est sur le nombre des blessés : 300.000, selon eux. L'importance de ce chiffre doit frapper l'opinion et étayer une certaine propagande. Alors, n'hésitons pas à nous lancer dans un cinglant démenti. Sans chercher à atténuer ce que furent les lourdes souffrances de nos soldats, sans chercher à minimiser avec désinvolture le nombre de ceux qui ont versé leur sang sur cette terre d'Algérie, nous devons à la vérité de rectifier le tir. Pour tous les combats qui se sont déroulés en Afrique du Nord, il y a eu 70.637 blessés (7.041 au Maroc ; 3.408 en Tunisie, 60.188 en Algérie). Une autre correction s'impose. Il n'y a jamais eu 3.000.000 de Français qui ont combattu en AFN, mais 1.747.927 dont 1.343.000 appelés et rappelés (métropolitains, Français d'Algérie et Français musulmans), et 404.927 soldats d'active, ce qui fait environ 50 % de moins que le décompte mensonger que l'on veut nous asséner.

Pourquoi ces mensonges ?... Tout simplement, pour dresser contre les Pieds-Noirs une opinion métropolitaine douloureusement traumatisée par les pertes subies. Elles étaient réelles. Fallait-il les exagérer mensongèrement ? Assurément oui, aux yeux de certains ! Ils pourraient ainsi justifier les lâches abandons du 19 mars. Ils pourraient choisir cette date, que nous vomissons, comme l'échéance, nous l'avons dit plus haut, du remboursement d'une dette, si dette il y avait pour eux, envers ceux qui avaient héroïquement contribué en 14-18 à la reconquête de l'Alsace-Lorraine et 30 ans plus tard, à la libération de la France.

Enfin, ce que l'on n'a pas suffisamment dit et fortement souligné, ni dans les sphères officielles, par un manque voulu de transparence, ni dans les médias, par un manque permanent d'objectivité, ni au sein de cette fédération d'anciens

combattants, par un manque total de dignité, c'est que ce 19 mars détesté a été choisi par le gouvernement algérien - c'était son droit le plus absolu, puisqu'« on » lui avait cédé les privilèges dus aux vainqueurs - comme date officielle de sa « glorieuse » victoire... sur la France. C'est pourquoi, pour nous, retenir le 19 mars, c'est épouser les thèses triomphalistes de ceux qui nous ont combattus et ont été largement vaincus dans les djébels.

Est-ce pour cela que plusieurs Présidents de la République française ont cru devoir affirmer, comme Valéry Giscard d'Estaing, le 19 mars 1980, dans une formule le moins du monde compromettante : « L'anniversaire des accords du 19 mars 1962 mettant fin à la guerre d'Algérie, n'a pas à faire l'objet d'une célébration » ; ou comme François Mitterrand, le 24 septembre 1981, de façon plus personnelle : « S'il s'agit de marquer le recueillement national et d'honorer les victimes de la guerre d'Algérie, je dis que cela ne peut pas être le 19 mars » ; ou encore Nicolas Sarkozy, de manière plus explicite : « Il n'est pas question que le 19 mars soit une date officielle de commémoration. Il est arrogant de condamner et de mépriser la douleur qui fut la

vôtre et celle de vos familles lorsque vous fûtes chassés de vos terres, de vos maisons, et séparés de vos amis. Je le répète, c'est par respect pour vous que je n'accepterai pas que la date officielle de la commémoration des morts soit celle du cessez-le-feu qui, de surcroît, n'a pas été respecté »... Mais, en France, qui écoute les Présidents ?...

À Londres, les Britanniques ont bien un square Trafalgar et une gare Waterloo. C'est aussi leur droit intangible. Ils l'ont gagné par leurs succès, militairement parlant, sur les flots ou sur le champ de bataille. Dans un sursaut de pudeur ou de dignité, cette dignité totalement absente aux « désaccords d'Évian », sachant ce que valait leur « victoire », aucun site n'a été, chez les fils d'Albion, baptisé « Mers-el-Kébir ».

A-t-on vu chez les Allemands, l'inauguration d'une avenue « 11 novembre 1918 », d'un carrefour « 8 mai 1945 », d'un boulevard « Débarquement de Normandie », d'une place « Débarquement de Provence » ou d'un square « Stalingrad » ?

Alors, quoi de plus absurde, quoi de plus aberrant, quoi de plus dégradant, pour la France et pour le peuple français que de vouloir célébrer ce 19 mars. Que ne

dirait-on pas, si l'on commémorait chez nous, la défaite d'Azincourt, le désastre de Waterloo ou la débâcle française de juin 1940 ?... Plus d'un héros tombé au champ d'honneur se retournerait dans sa tombe. La remarque la plus douce serait digne d'Astérix : « Ils sont fous, ces Gaulois ! »...

Et pourtant, dans la logique de ces aberrations, de ces reniements, il est vrai que l'on a attribué, dans certaines municipalités, en France, à des sites, à des rues, la date abhorrée, et pire encore, pour mieux les glorifier, des noms d'hommes et de femmes, porteurs de valise ou poseurs de bombes... Aujourd'hui, après les mesures qui ont suivi les attentats de Charlie-Hebdo ou de Nice, les assassinats du père Jacques Hamel, du colonel de gendarmerie Arnaud Beltrame ou de l'enseignant Samuel Paty, les responsables de ces « baptêmes » seront-ils poursuivis pour apologie du terrorisme ? - Ah ! Mais ce n'est pas la même chose ! », nous direz-vous...

- Vous dites que ce n'est pas la même chose ?... Fort bien, votre Honneur !... Allez expliquer la différence aux familles des victimes...

L'Écho de l'Oranie



**L'Écho**  
de l'Oranie

## Nouveauté sur notre site internet

<http://echodeloranie.com>

Venez visiter notre site qui fourmille d'informations diverses tel que l'agenda des manifestations, l'actualité et le fonctionnement de l'association des *Amitiés Oraniennes*, les informations aux abonnés de la revue, et bien entendu de nombreux articles et photos parus dans d'anciens numéros (de 1964 à 2010), de la documentation, etc.

Pour rappel, **l'espace abonné** de notre site internet, qui compte aujourd'hui près de **1.300 inscrits**, est réservé aux abonnés de la revue *L'Écho de l'Oranie* à jour de leur cotisation et vous permet d'accéder à certains menus comme *Les éditoriaux d'aujourd'hui* ou encore nos rubriques *Nos albums de photos de classe* et *Nos villages en photos*.

Vous pouvez également nous retrouver sur le réseau social **Facebook**

[www.facebook.com/echooranie/](http://www.facebook.com/echooranie/)

La page *L'Écho de l'Oranie* vous permet de suivre l'actualité de notre site internet, et surtout de retrouver ou prendre contact avec d'autres abonnés à la revue et ainsi entretenir le lien entre tous les Oraniens.